

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/200070]

23 DECEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, articles 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2, deuxième phrase, et § 3, 2, 6, § 1^{er}, alinéa 3, 9, § 2, et 12;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

Vu le rapport du 4 octobre 2021 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 octobre 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 octobre 2021;

Vu l'avis 70.357/2 du Conseil d'Etat, donné le 17 novembre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis 229/2021 du 3 décembre 2021 de l'Autorité de protection des données;

Considérant les articles 92bis et 92ter du règlement (UE) 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) 1083/2006 du Conseil, insérés par le règlement (UE) 2020/2221 du Parlement européen et du Conseil du 23 décembre 2020 modifiant le règlement (UE) 1303/2013 en ce qui concerne des ressources supplémentaires et des modalités d'application afin de fournir un soutien pour favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et pour préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie (REACT-EU);

Considérant la volonté de déclarer les ASBL à vocation économique éligibles au portefeuille d'aides intégrés exclusivement pour les chèques relatifs à la thématique en matière de relance économique par le numérique dans le cadre de l'initiative REACT-EU;

Sur la proposition du Ministre de l'Économie et du Numérique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1^o il est complété par ce qui suit :

« 9^o l'ASBL : l'association sans but lucratif telle que visée au livre IX du Code des sociétés et des associations qui :

a) est assujettie à la TVA;

b) occupe au moins une personne dans les liens d'un contrat de travail;

c) occupe, dans les liens d'un contrat de travail, moins de deux-cent-cinquante personnes en équivalent temps plein;

d) exerce une activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché donné;

e) a un financement d'origine publique inférieur à cinquante pour cent en dehors des aides à l'emploi, sur base des derniers comptes approuvés;

f) a, à compter de la date d'introduction de la demande d'aide, un siège d'exploitation principal situé en Région wallonne. »;

2^o il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 9^o, f), le siège d'exploitation principal est celui qui, au sein de l'ensemble de l'entreprise, emploie le plus de travailleurs. ».

Art. 2. L'article 6 du même arrêté est complété par un quatrième alinéa rédigé comme suit :

« L'ASBL est éligible au portefeuille d'aides intégrés exclusivement pour les chèques relatifs à la thématique en matière de relance économique par le numérique dans le cadre de l'initiative REACT-EU. ».

Art. 3. Les articles 15, 16, § 2, 17, 18, 19, modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019, 21, 22 et 23 du même arrêté sont à chaque fois complétés par un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« La même procédure s'applique si le bénéficiaire est une ASBL. ».

Art. 4. L'article 20 du même arrêté est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit : « Les paragraphes 1^{er} à 4 s'appliquent également si le bénéficiaire est une ASBL. ».

Art. 5. Le présent arrêté cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2023.

Art. 6. Le Ministre de l'Économie et le Numérique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 décembre 2021.

Pour le Gouvernement :
Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2022/200070]

23. DEZEMBER 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 1 § 1 Absatz 2 zweiter Satz und § 3, Artikel 2, Artikel 6 § 1 Absatz 3, Artikel 9 § 2 und Artikel 12;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 2014 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 4. Oktober 2021;

Aufgrund der am 6. Oktober 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 21. Oktober 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 17. November 2021 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatrates Nr. 70.357/2;

Aufgrund der am 3. Dezember 2021 abgegebenen Stellungnahme Nr. 229/2021 der Datenschutzbehörde;

In Erwägung der Artikel 92*bis* und 92*ter* Verordnung (EU) Nr. 1303/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates, eingefügt durch die Verordnung (EU) 2020/2221 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Dezember 2020 zur Änderung der Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 in Bezug auf zusätzliche Mittel und Durchführungsbestimmungen zur Unterstützung der Krisenbewältigung im Zusammenhang mit der COVID-19-Pandemie und ihrer sozialen Folgen und der Vorbereitung einer grünen, digitalen und stabilen Erholung der Wirtschaft (REACT-EU);

In Erwägung des Wunsches, die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht mit wirtschaftlicher Zweckbestimmung für das integrierte Beihilfenportfolio ausschließlich für Schecks im Zusammenhang mit der Thematik der wirtschaftlichen Wiederbelebung durch die Digitalisierung im Rahmen der Initiative REACT-EU als förderfähig zu erklären;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft und Digitalisierung;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1. Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° er wird um folgenden Wortlaut ergänzt:

°9° VoG: die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht im Sinne von Buch IX des Gesetzbuches über die Gesellschaften und Vereinigungen,

a) die der MwSt. unterliegt;

b) die mindestens eine Person im Rahmen eines Arbeitsvertrags beschäftigt;

- c) die weniger als 250 Personen als Vollzeitäquivalenten im Rahmen eines Arbeitsvertrags beschäftigt;
- d) die eine Tätigkeit ausübt, die darin besteht, auf einem bestimmten Markt Güter oder Dienstleistungen anzubieten;
- e) deren Finanzierung aus öffentlichen Quellen, abgesehen von Beschäftigungsbeihilfen, weniger als 50 % beträgt auf der Grundlage der letzten genehmigten Konten;
- f) die ab dem Datum der Einreichung des Beihilfeantrags einen Hauptbetriebssitz hat, der sich in der Wallonischen Region befindet.”;

2° er wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

”Zwecks der Anwendung von Absatz 1 Ziffer 9 Buchstabe f) ist der Hauptbetriebssitz derjenige, der innerhalb des gesamten Unternehmens die größte Anzahl Arbeitnehmer beschäftigt.”.

Art. 2 - Artikel 6 desselben Erlasses wird um einen vierten Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

”Die VoG ist für das integrierte Beihilfenportfolio ausschließlich für Schecks im Zusammenhang mit der Thematik der wirtschaftlichen Wiederbelebung durch die Digitalisierung im Rahmen der Initiative REACT-EU förderfähig.”.

Art. 3 - Die Artikel 15, 16 § 2, 17, 18, 19, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019, 21, 22 und 23 desselben Erlasses werden jeweils um einen neuen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

”Dasselbe Verfahren gilt wenn der Bezugsberechtigte eine VoG ist.”.

Art. 4 - Artikel 20 desselben Erlasses wird um einen Paragraphen 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt: ”Die Paragraphen 1 bis 4 gelten ebenfalls wenn der Bezugsberechtigte eine VoG ist.”.

Art. 5 - Der vorliegende Erlass tritt am 31. Dezember 2023 außer Kraft.

Art. 6 - Der Minister für Wirtschaft und digitale Technologien wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Dezember 2021

Für die Regierung:
Der Minister-Präsident,
Elio DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung,
Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren,
Willy BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/200070]

23 DECEMBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, inzonderheid op de artikelen 1, § 1, tweede lid, tweede zin, en § 3, 2, § 1, derde lid, 9, § 2, en 12;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

Gelet op het rapport van 4 oktober 2021 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 oktober 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 21 oktober 2021;

Gelet op advies 70.357/2 van de Raad van State, gegeven op 17 november 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op advies 229/2021 van 3 december 2021 van de Gegevensbeschermingsautoriteit;

Gelet op de artikelen 92bis en 92ter van Verordening (EU) nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling, het Europees Fonds voor Maritieme Zaken en Visserij, houdende algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor Maritieme Zaken en Visserij, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad en de daaruit voortvloeiende gedelegeerde handelingen, ingevoegd bij Verordening (EU) 2020/2221 van het Europees Parlement en de Raad van 23 december 2020 tot wijziging van Verordening (EU) nr. 1303/2013 wat betreft extra middelen en uitvoeringsregelingen om bijstand te verlenen ter bevordering van het crisisherstel in de context van de COVID-19-pandemie en de sociale gevolgen daarvan en ter voorbereiding van een groen, digitaal en veerkrachtig herstel van de economie (React-EU);

Gelet op de wil om de verenigingen zonder winstoogmerk met een economisch doel uitsluitend voor cheques met betrekking tot het thema "economisch herstel door middel van digitale technologie" in het kader van het REACT-EU-initiatief in aanmerking te laten komen voor de geïntegreerde steunportefeuille;

Op de voordracht van de Minister van Economie en van Digitale Technologieën;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het wordt aangevuld als volgt :

"9° de vzw : de vereniging zonder winstoogmerk zoals bedoeld in boek IX van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen die :

a) aan de BTW onderworpen is;

b) die ten minste één persoon met een arbeidsovereenkomst in dienst heeft;

c) die minder dan 250 voltijdequivalenten met een arbeidsovereenkomst in dienst heeft;

d) die een activiteit uitoefent, namelijk het aanbieden van goederen of diensten op een bepaalde markt;

e) minder dan vijftig procent overheidsfinanciering heeft, exclusief werkgelegenheidssteun, op basis van de laatste goedgekeurde rekeningen;

f) te rekenen van de datum van indiening van de steunaanvraag een hoofdbedrijfszetel in het Waalse Gewest heeft. »;

2° bedoeld artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"Voor de toepassing van het eerste lid, 9°, f) is de hoofdbedrijfszetel de zetel die binnen het geheel van de onderneming het grootste aantal werknemers tewerkstelt. "

Art. 2. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een vierde lid, luidend als volgt:

"De vzw komt in aanmerking voor de geïntegreerde steunportefeuille uitsluitend voor cheques met betrekking tot het thema "economisch herstel door middel van digitale technologie" in het kader van het REACT-EU-initiatief. "

Art. 3. De artikelen 15, 16, § 2, 17, 18, 19, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019, 21, 22 en 23 van hetzelfde besluit worden telkens aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

"Dezelfde procedure is van toepassing indien de begunstigde een vzw is."

Art. 4. Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend als volgt: "De paragrafen 1 tot 4 zijn ook van toepassing indien de begunstigde een vzw is. "

Art. 5. Dit besluit houdt op van kracht te zijn op 31 december 2023.

Art. 6. De Minister van Economie en van Digitale Technologieën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 december 2021.

Voor de Regering :
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/200096]

23 DECEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le Règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 639/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et modifiant l'annexe X dudit Règlement;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité;

Vu le Règlement d'exécution (UE) n° 641/2014 de la commission du 16 juin 2014 fixant les modalités d'application du Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune;